

Le 1^{er} maire adjoint en sursis

Il a pu échapper aux fourches caudines de la commission de discipline. Mais ce n'est pour autant pas une victoire, dès lors que les francs-tireurs qui ont décidé de lui faire la peau ne désarment pas et promettent d'avoir sa peau.

Charles Mendome

Il faut croire que le Rassemblement Héritage et Modernité finira par causer la désagrégation précipitée du Parti démocratique gabonais. Tellement la chasse aux sorcières arbitraire à laquelle se livrent, depuis l'élection présidentielle du 27 août dernier, les nouveaux propriétaires du parti d'Omar Bongo est en train de virer au politicodrame.

Il n'y a aucun état-major de cette écurie politique qui soit secoué par des vagues de suspicions suivies de mouvements d'humeur pour réclamer les exclusions de tel ou tel autre camarade accusé de collusion avec les membres du Rassemblement Héritage et Modernité. Nous savons tous qu'à cause de ces manigances vicieuses, qui consistent à diaboliser les camarades dont on veut ravir les postes électifs, le PDG va céder le fauteuil de maire, voire tout le bureau du conseil de la mairie de Cocobeach à l'opposition incarnée par le RPG de Paul Mba Abessole.

Ce sont des turbulences presque identiques qui secouent la mairie du 4^{ème} arrondissement de Libreville. Avec notamment le 1^{er} maire adjoint, Gélase Mboumba, qui subit les tirs groupés de ses compagnons d'armes, parce que suspecté par eux d'être resté trop proche du président du Rassemblement Héritage et Modernité, Alexandre Barro Chambrier.

Il lui serait reproché de n'avoir pas fait de déclaration officielle témoignant de la rupture entre son tuteur politique et lui. Mais sauf que ceux qui lui reprochent de ne pas s'être plié à ce renoncement d'allégeance sont eux-aussi des produits politiques des Chambrier père et fils. Christine Mba Ntoutoume est bien le produit de Barro Chambrier. Sans lui, elle n'aurait jamais gravi les échelons dans les rangs du



Le Parti au pouvoir explose de toutes parts.

PDG du 1^{er} siège du 4^{ème} arrondissement au point que l'ancien membre du comité permanent du bureau politique du PDG ait fait d'elle sénatrice, la préférant à son frère Jean Pierre Inguéza Révignat. Et l'on se souvient fraîchement de deux choses.

Elle était très accrochée à Barro Chambrier et prenait part à toutes les sorties du Rassemblement Héritage et Modernité jusqu'à ce qu'elle ait écouté des conseils venus de Kango pour qu'elle joue sa propre carte. Personne ne l'a entendue faire une déclaration pour se dédouaner des soupçons de duplicité qui pesaient contre elle. Et l'on se souvient aussi que lors d'un grand rassemblement du PDG au collège La Réussite, à Awendjé, elle s'était autoflagelée du slogan « *Tous sauf Ali Bongo* ». Était-ce un simple lapsus ou la bouche avait-elle exprimé ce qu'elle pensait réellement du fond de son cœur ? A chacun de se faire une idée. Le tout nouveau député est redevable au père Chambrier qui, dans un souci d'associer les couches sociologiques de ce siège aux activités du PDG avait pesé de tout son poids de ministre de la Justice, Garde des Sceaux pour ramener de Port-Gentil à

Libreville ce greffier qui exerçait à la capitale économique. Puis, il en a fait son suppléant, en remplacement d'un autre Kota. Le fils, en reprenant les rênes, l'a récupéré pour en faire quelque temps plus tard le conseiller de l'ancien ministre de la Justice Séraphin Moundounga. Rien que ces antécédents amènent à se demander pourquoi tant d'acharnement contre Gélase Mboumba ? N'empêche, après avoir été entendu par la commission de discipline de Nze Bekale, le PMA est sorti avec une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. Il doit faire une déclaration pour confirmer son appartenance au PDG et conserver son fauteuil. Bien plus, il est tenu de ne plus se rapprocher de Barro Chambrier. D'ailleurs, ses faits, gestes, déplacements et paroles sont désormais surveillés et passés au crible par ses détracteurs. Plus grave : même le simple bonjour sera considéré comme un parjure. Toute chose qui porte à dire que le pauvre Gélase Mboumba est un maire en sursis. C'est ainsi que fonctionne ce parti qui plonge les Gabonais non seulement dans la nécessité et les confinent davantage à l'assujettissement pour vivre d'expédients.